
SAN JUAN – Dirigeants régionaux et dirigeants de l'ALAC : réunion de synthèse - Partie 2

Jeudi 15 mars 2018 – 10h30 à 12h00 AST

ICANN61 – San Juan, Porto Rico

ALAN GREENBERG : Cette réunion devrait commencer. Est-ce que vous pourriez avertir les gens qui sont à l'extérieur de venir prendre place. Merci.

S'il vous plaît, est-ce que le personnel peut me dire si nous avons toutes les régions représentées ? Est-ce que nous avons le quorum ? Si nous avons un représentant de LACRALO, c'est bon.

Combien est-ce que nous avons de membres d'ALAC, s'il vous plaît ? Combien de membres nous avons maintenant ? Merci Sébastien. Bien. Nous allons commencer ; commençons l'enregistrement s'il vous plaît. Bien. Dans la mesure où il y a huit personnes ou plus, c'est bon. Donc, on peut commencer.

Est-ce que vous pouvez s'il vous plaît me confirmer que l'enregistrement a commencé ? Merci.

Bienvenue pour cette deuxième séance de conclusion, la séance numéro 13 d'ALAC et les leaders régionaux. Nous avons de nouveau un ordre du jour très rempli donc que nous allons limiter les commentaires.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

Premier point de notre ordre du jour est l'action d'ALAC. Nous allons devoir voter à deux reprises, aujourd'hui, et nous allons parler d'action future.

Premier point, confirmation de la déclaration soumise sur le budget de l'exercice fiscal 2018 et le plan opérationnel. Je pense que vous l'avez tous vu. Je n'ai pas eu de commentaires négatifs, mais j'aimerais que cette déclaration soit ratifiée. Sébastien, allez-y.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je veux soutenir cette proposition et remercier la personne qui a rédigé cette déclaration qui aborde plusieurs points que nous avons mentionnés lors du débat, à la discussion avec le Conseil. Merci.

ALAN GREENBERG : Nous avons un point à discuter. Olivier, allez-y. Point de discussion d'Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Je voulais m'assurer, parce que je n'ai pas eu la possibilité de lire cette déclaration, mais la contribution des RALO concernant le CROPP, a-t-elle été ajoutée ?

ALAN GREENBERG : Je ne peux pas vous dire si la déclaration dans son ensemble a été incluse, mais je sais qu'on a beaucoup parlé du CROPP. Il y a une déclaration sur le CROPP, sur les fonds qui ont donc été réduits pour les boursiers et autres. Donc, ces coupes budgétaires sont apparemment de moitié, mais nous n'en sommes pas sûrs puisque ces chiffres ne figurent pas. Selon ce que les RALO ont dit, il y a une longue déclaration qui n'a pas été incluse. Si quelqu'un n'est pas d'accord avec cela, dites non.

Allez-y Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Je voulais juste remercier Daniele Nanghaka qui a coordonné la contribution des RALO sur ce point-là.

ALAN GREENBERG : Est-ce qu'il y a d'autres discussions ? Est-ce que quelqu'un veut s'abstenir pour ce vote ? Est-ce que quelqu'un veut voter contre cette déclaration ? s'il vous plaît est-ce que vous pouvez lever la main ? Seulement les membres d'ALAC peuvent voter, les membres d'ALAC donc qui sont encore en faveur de cette déclaration. Merci.

Bien. Nous avons Seun, Ricardo, Tijani, Sébastien, John, Alberto, Maureen, Bartlett, Andrei, Alan, Bastiaan, Holly, Hadia, Javier et Kaili.

S'il vous plaît, laissez vos mains en l'air comme ça, nous les comptons. 15 parfaits. 15 votes en faveur de la déclaration. Merci.

Le prochain point de l'ordre du jour est la nomination de Barrack Otieno en tant que liaison d'ALAC auprès la ccNSO. cela a résulté d'un long processus de sélection des candidats. Parmi les candidats une personne a été sélectionnée pour travailler avec Maureen comme liaison de la ccNSO. Nous avons le soutien de la ccNSO et Maureen, est-ce que vous pensez que cette personne est prête à assumer cette responsabilité ? Maureen dit que oui. Maureen a dit que oui.

MAUREEN HILYARD : Oui je peux confirmer. Il s'est agi — c'était un long processus. Je pense qu'il devait venir se présenter ce matin, mais je ne sais pas s'il va pouvoir. Merci.

ALAN GREENBERG : Est-ce qu'il y a d'autres personnes qui voudraient intervenir maintenant ? Bien, personne. Donc est-ce que quelqu'un veut s'abstenir ? Nous allons voter maintenant. Est-ce que quelqu'un veut s'abstenir ? Est-ce que quelqu'un veut voter contre cette nomination ? Bien, donc ceux qui soutiennent cette nomination, levez la main s'il vous plaît. Nous avons de nouveau 15

personnes qui ont voté en faveur. Je pense que nous pourrions identifier les personnes. Ces personnes. Bien. Maintenant, il y a une page sur le Web qui donne la liste de tous les membres d'ALAC et je pense que cette page est exacte. En tout cas, elle l'était la dernière fois que je l'ai regardé. Merci aux personnes, aux membres de LACRALO qui ont pris le temps de venir ici pour voter. Bien.

Les personnes de LACRALO, s'il vous plaît, de rester 10 secondes de plus. Pendant les prochaines semaines, nous devons nous mettre d'accord sur une déclaration concernant le plan proposé pour le RPDG. Je sais que ce sont des choses qui risquent d'avoir un impact sur les utilisateurs et donc c'est important que l'on fasse une déclaration là-dessus, et pas seulement que l'on dise nous ne savons pas. Donc, une réponse concernant notre opinion sur le RGPD. Ce serait bien que nous ayons une discussion. Nous n'aurons pas la possibilité de faire cette discussion en face à face, mais nous vous enverrons un message et c'est la semaine prochaine. Ce sera important d'y répondre. Merci

Prochain point de l'ordre du jour, les rapports des liaisons d'ALAC. Ah, est-ce que quelqu'un — John Laprise veut prendre la parole.

JOHN LAPRISE : Je voulais parler du roulement de KSK. Je ne suis pas le rapporteur qui figure dans l'espace du roulement de KSK, mais lors de la discussion qui a eu lieu, je me suis permis de faire une déclaration préliminaire qui a donné lieu à des commentaires et donc cela concerne la discussion qui a eu lieu lors de la réunion d'ICANN.

ALAN GREENBERG : Bien. Je vais, en fonction de nos règles, je vais vous dire qu'une déclaration d'ALAC doit donner lieu à une personne qui se porte volontaire pour écrire, pour rédiger, cette déclaration. Cette personne doit être ALAC, doit être un membre d'ALAC et je sais que vous avez beaucoup coopéré à notre travail, mais je dois d'abord consulter les membres d'ALAC. Nous en reparlerons ensemble et nous verrons. Nous devons participer à ce processus et consulter les membres d'ALAC.

Est-ce qu'il y a d'autres commentaires avant de passer au point suivant de notre ordre du jour qui est le rapport des liaisons ? Je sais qu'Andrei doit partir, donc, je vais lui donner la parole.

ANDREI KOLESNIKOV : Merci Alan. Je vais faire un petit résumé des thèmes qui ont été discutés au sein de SSAC. Je vais commencer par la collision de noms, le projet d'analyse des collisions de noms, le projet

d'analyse des collisions de noms par le groupe de travail. C'est un mouvement soutenable et constant. Ce n'est pas un thème facile parce que SSAC est un groupe de parties prenantes. Ce n'est pas un organisme opérationnel ni un organisme ou un groupe qui fasse la consultance d'experts ou de techniciens. Donc, il y a beaucoup d'activités qui ont lieu en ce moment et ça se complique.

Deuxième point très intéressant pour les membres d'ALAC, c'est la révision du SSAC. Lors de notre dernière réunion du groupe de travail, SSAC est au début du processus de révision. Donc, votre opinion nous intéresse. Nous en sommes au début. Nous travaillons avec l'équipe du MSSI.

Ensuite, le WHOIS, ça, c'est un autre problème aussi qui nous intéresse. Le service de WHOIS, est-ce qu'il y a une limite ? Les recherches concernant ce point-là actuellement sont faites et sont mises à votre disposition concernant ses services et comment ils se comportent dans le temps, avec adresses IP, etc.

Et ensuite l'accès au WHOIS par les utilisateurs appropriés. C'est un point important dont on parle depuis deux jours.

Un autre projet concerne le groupe de travail de l'UIT et le groupe de travail qui travaille sur l'Internet des objets. Nous avons certaines limites puisqu'on parle de l'Internet des objets avec une connexion type, une largeur de bande d'un certain

type. Il y a des milliers de personnes qui ne pourront pas se connecter à l'Internet. Nous parlons d'une largeur de bande puisque nous sommes connectés à Internet. Et c'est une possibilité d'attaque du DDoS.

Ensuite, on a parlé avec la ccNSO d'Unicode, d'emoji dans le nom de domaine. On a parlé aussi du roulement de KSK bien sûr. Il y a eu beaucoup de débats parmi les groupes de parties prenantes, les SO, AC.

Et puis, un point important, une question pratique que je voulais proposer pour les prochaines réunions. Ce serait d'avoir une petite séance assez brève, mais pour qu'ALAC et At-Large, les membres d'ALAC et d'At-Large, se réunissent et parlent du DNSSEC. Parce que le DNSSEC est actuellement, appartient depuis longtemps, figure dans le programme de ICANN, mais c'est seulement pour les gens, ça va beaucoup plus sur le DNSSEC et la partie technique. Mais je pense que ça serait bien que vous ayez une compréhension du problème et donc que vous ayez une introduction de base comprimée en une séance. Donc si ça vous intéresse, je vous propose qu'à la prochaine réunion d'ICANN, je vienne vous proposer une séance là-dessus et que cette séance soit incluse dans le programme d'ALAC.

ALAN GREENBERG :

Est-ce que vous avez des questions ? D'abord, une question au groupe. Combien de personnes ici pensent qu'ils comprennent bien ce que le DNSSEC représente et ont une idée de base de la façon dont il fonctionne parce que c'était implicite dans notre discussion sur le roulement de clé que vous saviez de quoi il s'agissait. Alors, combien de personnes pensent qu'ils comprennent vraiment ce qu'est le DNSSEC et comment il fonctionne ? Combien de personnes ?

La moitié. Donc, je pense qu'Andrei adresse cette séance est une très bonne idée. Gisella s'il vous plaît assurez-vous que nous allons inclure dans nos discussions pour la prochaine réunion une séance sur ce thème. C'est une réunion courte, la prochaine réunion, celle de Panama, mais je pense qu'il faut s'assurer qu'on va pouvoir inclure cette séance.

Nous allons devoir prendre une décision concernant le roulement de KSK et à ce moment-là il est important que nous sachions de quoi nous parlions. Vous n'avez pas besoin de connaître le mécanisme dans son détail pour en connaître l'impact. Nous n'avons pas eu besoin d'être des experts techniques, bien sûr, mais le fait de comprendre un petit peu comment ça marche ça va nous aider pour participer aux discussions.

Je pense que ça sera intéressant.

Nous avons plusieurs personnes qui demandent la parole ; Tijani et Sébastien. Tijani, allez-y.

TIJANI BEN JEMAA : Merci Alan. Je voudrais demander à Andrei, quelle est sa position personnelle ; est-ce qu'il a une position finale concernant SSAC à propos du roulement de KSK ?

ANDREI KALESNIKOV : Non. Parce que cela a lieu dans ce cadre particulier. On doit être nommé pour faire ce commentaire. Donc, le SSAC ne fait pas de recommandations, ne prend pas de position par rapport à cela sauf en cas d'urgence.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Deux choses. La première, peut-être que ce serait une bonne idée que ALAC demande au SSAC2 de faire un rapport là-dessus. Et deuxième point, peut-être que pour votre proposition Andrei, on organise un Webinaire sur le DNSSEC peut-être pour discuter de façon à ce que lorsque nous nous réunissons nous puissions discuter du problème et non pas apprendre comment ça fonctionne, de façon à tirer un meilleur profit de notre temps, du temps que nous consacrons aux réunions.

ALAN GREENBERG: Je vais vous demander. Votre participation au Webinaire dans ce type de choses n'est pas très très régulière. Ce n'est pas une discussion concernant le rapport d'Andrei, mais je voudrais savoir comment on peut amener les gens à participer davantage au Webinaire. Voilà.

HOLLY RAICHE : Peut-être la meilleure façon de le faire, ce serait d'offrir deux horaires différents.

ALAN GREENBERG: Nous avons plusieurs personnes qui ont demandé la parole. Seun, Olivier, Hadia et John. Seun, allez-y. Vous avez la parole.,

SEUN OJEDEJI : Sébastien vient de dire ce que j'allais dire. Donc c'est bon.

ALAN GREENBERG: Olivier. Allez-y.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci. Je voulais juste ajouter un petit peu sur ce que Sébastien avait dit de demander un rapport du SSAC sur la question du roulement de KSK. Il y a une histoire ; lorsque le SSAC ne peut pas présenter le document qu'il a rédigé dans un forum, il fait

une déclaration et ensuite on fait ce qu'on veut de cette déclaration. Dans le passé, ALAC a fait une déclaration pour parler du problème de .HOME et de .jenesaispasquoi ; .CORP, OK.

Donc, nous avons écrit une de ces déclarations et cela a donné lieu à un processus — au lancement d'un processus puisque ça a été présenté au Conseil, etc. donc on nous a dit dans le passé, le président du SSAC nous a dit que si on voulait une déclaration de leur part, il fallait le leur dire. Je crois que ça figure dans les statuts constitutifs aussi.

ALAN GREENBERG:

Merci beaucoup. Si on veut demander au SSAC — oui, assurez-vous d'éteindre vos micros s'il vous plaît merci — donc si on demande au SSAC de faire quelque chose, il faut leur demander quelque chose de très précis et spécifique. Donc, il faut rédiger quelque chose ; c'est une bonne suggestion.

Hadia vous avez la parole.

HADIA EL MINIAWI :

Donc, je voulais soutenir ce qu'a dit Sébastien. Sa suggestion que l'on demande au SSAC de donner des conseils au sujet du roulement de la KSK. Je suis surpris en fait que le Conseil

d'administration n'ait pas demandé le conseil du SSAC. Donc, je crois que nous devrions le faire. Je le soutiendrai.

ALAN GREENBERG: Oui. Je crois que c'était Olivier qui avait suggéré cela. Oui, Andrei.

ANDREI KOLESIKOV: Le Conseil d'administration ce qu'il demande, c'est une résolution du Conseil d'administration et ça demande une réunion officielle. Vous savez [inaudible] et ainsi de suite, d'organisation logistique et administrative. Ce n'est pas si facile pour le Conseil d'administration. C'est en rapport avec leur calendrier des réunions. Et il y a une réunion cet après-midi.

ALAN GREENBERG: On verra. John.

JOHN LAPRISE : Deux points. Premièrement en ce qui concerne les Webinaires. Nous avons eu une séance sur le renforcement des capacités avant cette séance, et le DNSSEC fera partie donc de cette plateforme qui nous a été présentée qui sera utilisé pour diffuser beaucoup d'informations.

Par rapport au conseil SSAC du Conseil d'administration, il y a eu déjà des conseils. SSAC073 je crois. On a demandé des actions. SSAC avait demandé que quelque chose soit fait et je ne sais pas exactement s'il y a eu une résolution de ces demandes. Je ne sais pas exactement quel a été le contact entre le Conseil d'administration et SSAC, quels ont été les résultats.

ANDREI KOLESNIKOV : Je peux dire que SSAC dit principalement merci à ICANN, à l'organisation ICANN, parce qu'ils ont suivi les problèmes de près. Mais néanmoins, il reste beaucoup de travail à faire. Et le personnel ICANN, vraiment, s'y attelle.

ALAN GREENBERG: Nous avons Tijani qui sera notre dernier intervenant parce que nous devons passer à un point suivant.

TIJANI BEN JEMAA : Oui. Moi je demandais une information après avoir écouté Sébastien. Nous avons déjà la programmation faite, le calendrier de noms Webinaire. Nous allons avoir un Webinaire sur le DNSSEC.

ALAN GREENBERG: J'aimerais remercier Andrei ; je le connais depuis longtemps et jamais, je ne l'ai vu aussi en Europe. Donc, je crois qu'on a fait un bon travail.

ANDREI KOLESNIKOV : Oui Merci Alan. Hier on s'est bien divertit aussi.

ALAN GREENBERG: Oui. J'ai entendu cela. Et nous allons passer au point suivant. Maureen, vous voulez rajouter quelque chose ? Vous voulez effectuer un rapport ? Je comprends si vous devez repartir à SSAC, Andrei.

MAUREEN HILYARD : Oui. En effet, ça fait cinq ans de travail de liaison auprès de la ccNSO et donc lors de ma première réunion avec la ccNSO, j'ai été mise dans un groupe d'étude sur l'utilisation des noms pour les pays et territoires. Et c'est un sujet que l'on débat toujours. On n'a pas beaucoup avancé en fait. Il y a une étude qui a été effectuée également avec les Nations Unies, donc en conjonction avec les Nations Unies. Donc, j'étais mis au courant de tout le travail qui avait déjà été effectué. J'ai travaillé à la liberté d'interprétation qui était mise en place pendant trois ou quatre ans. Et j'y suis restée pendant plus de deux ans supplémentaires pour terminer la tâche. Donc, je crois que ce

que cela démontrait, c'est qu'ils n'ont pas des structures formelles à la ccNSO, mais à quel point ces complexes de développer des politiques. Et ça prend véritablement beaucoup de temps pour arriver à un consensus sur des questions importantes. Donc, nous savons que le développement de politiques est très formel et long et complexe. Il y a des commissions qui travaillent à ce développement de politiques. Et les membres se réunissent aux réunions de l'ICANN. Et la manière dont il travaille est très différente de la nôtre, mais j'ai véritablement apprécié la collaboration avec eux. J'ai travaillé avec Cheryl, avec Keith Davidson d'Internet Nouvelle-Zélande, qui m'ont encouragée à participer à la ccNSO. Donc, j'ai appris beaucoup sur la ccNSO et en fait un peu avant que de mieux connaître l'ALAC. Je me suis fait beaucoup d'amis dans ce cadre, donc, je crois que si je me suis fait surtout des amis ici, je serais contente d'être avec vous et de laisser de côté la ccNSO.

ALAN GREENBERG: D'autres rapports, actions ou activités sur la ccNSO cette semaine ?

MAUREEN HILYARD : Bon hélas, à chaque fois j'ai seulement pu aller à la dernière réunion du conseil de la ccNSO cette semaine parce que j'étais très prise et j'ai beaucoup travaillé avec les finances, et donc on

a été — c'était difficile. Cette semaine était très très occupée avec la Commission des finances qui a pris la plupart du temps que j'aurais pu consacrer à la ccNSO.

ALAN GREENBERG: Eh bien, nous avons Christopher qui veut prendre la parole.

CHRISTOPHER WILKINSON : Merci Alan. Dans ce contexte, j'aimerais noter que, avec Javier, nous aimerions animer un petit panel, une petite table ronde d'échange d'informations sur le développement des débats, sur les termes géographiques à l'ICANN, et souligner également les principaux paramètres qui intéressent donc les utilisateurs finaux. C'est quelque chose qui représente un grand intérêt pour nos membres. Sur le terrain je crois que c'est absolument important de consulter les ALS à ce niveau et à ce sujet.

ALAN GREENBERG: D'autres commentaires ? Questions ? Problèmes ? Personne ne veut prendre la parole. Nous allons parler du GAC. Le rapport de liaison sur le GAC. Oui. Avec Yrjo Lansipuro.

YRJO LANSIPURO : Nous avons eu une réunion jointe avec le GAC mardi, mais il y a eu des conflits d'horaire avec d'autres réunions. Donc c'était

difficile pour les membres d'At-Large d'y aller. Nous avons comparé néanmoins nos notes sur les noms géographiques et sur donc le RGPD et on a décidé de collaborer plus avant sur le renforcement de capacités dans les régions peu desservies. Et nous allons avoir une déclaration conjointe sur l'émanation des informations de l'ICANN, pour qu'elle soit un peu plus compréhensible. Et, il semble que notre déclaration n'a pas été bien comprise.

Manal posait la question : de quel type d'informations avez-vous besoin plus de ce que vous obtenez déjà. Et on ne peut pas obtenir plus d'informations, mais on veut obtenir des informations autres et peut-être que vous pouvez envoyer une lettre jointe également, travailler avec le Conseil d'administration à ce sujet. Dans le cadre du AOB, on a parlé du KSK. Et c'était assez nouveau pour la plupart des représentants du GAC et ça m'a un petit peu inquiété cela. Il n'était pas du tout au courant du KSK. Le GAC a 59 membres à Porto Rico, ici présent à Porto Rico. Et donc il y a 79 membres dans le monde entier. Ils sont pratiquement tous venus quoi et il y a une inquiétude que si peu représentants du GAC viennent physiquement à ces réunions.

Et il y a une autre révélation, je crois pour nous. C'est que la plupart des représentants du GAC sont nouveaux et le roulement est très rapide, la rotation est très rapide. Donc, il y a

un problème de renforcement de capacités pour les membres du GAC. Pas seulement pour ceux qui arrivent de pays moins desservis.

Le communiqué du GAC va bientôt arriver cet après-midi et être publié. Il y a deux types de conseils. Un sur les abréviations RGO et également sur le RGPD. Sur les abréviations RGO, eh bien, les organisations intergouvernementales devraient avoir des droits d'inscription et d'enregistrement de leurs abréviations au deuxième niveau et c'est très intéressant. Ces abréviations en général sont de deux lettres.

En ce qui concerne le RGPD, eh bien, c'est très porté à la controverse au sein même du GAC parce que, comme vous le savez, les gouvernements n'ont pas les mêmes points de vue au sujet du RGPD. Et les priorités ne sont pas les mêmes. Ils veulent vraiment tout savoir à ce sujet sur ces questions qui se posent. Il y a des clans un petit peu au sein de — pour la protection des données au sein du GAC. Donc dans le communiqué, il y aura plusieurs points sur le RGPD. Je regrette que les bureaux d'enregistrement soient en mesure de « cacher » entre guillemets les informations. Et le GAC ne veut pas qu'il y ait un rôle opérationnel d'accréditation.

Donc, un autre point. Il y a un changement de leadership. Un des vice-présidents, l'ambassadeur Maria Milagros du Pérou, a

démissionné. Il y aura donc de nouvelles élections pour le poste de vice-président ou de vice-présidente. Le secrétariat indépendant est financé jusqu'au janvier de l'année prochaine. Et je pense qu'ils trouveront un autre financement, mais pour le moment, l'Australie, l'entité australienne ACIG, Tom Dale, ACIG a dit qu'ils ne vont pas continuer le financement. Donc, une nouvelle fois, le GAC doit trouver une source de financement, ce qui est un problème important parce que ça prend du temps pour toute organisation externe que de creuser véritablement et de bien comprendre le rôle du GAC au sein de l'ICANN. Donc, je m'arrêterai là.

ALAN GREENBERG:

Merci beaucoup. J'ai une question. Hadia aussi. Yrjö, j'ai entendu deux chiffres. Une rotation de 100 personnes, ou 38 % [inaudible] sur ces 100 personnes. Est-ce qu'il y a plusieurs personnes par délégation ? Qu'est-ce qui s'est passé ? Il y a un taux de rotation très très fort c'est ce que vous voulez dire ?

YRJO LANSIPURO :

Oui. Si j'ai bien compris, les 59 pays représentés, pays ou organisations internationales représentés. Et le chiffre supérieur, c'est le nombre de personnes présentes ici.

ALAN GREENBERG : Mais vous nous avez dit qu'il y a 70 pays représentés à San Juan. C'est ça en général ? Ou on fait beaucoup mieux ?

YRJO LANSIPURO : C'est moins qu'à Abu Dhabi. Moins de représentations qu'Abu Dhabi. Ils en ont parlé. On en a parlé lors d'une séance du GAC. C'est en rapport avec des problèmes de visa, des frais pour se déplacer. Je crois que l'on finance 40 représentants du GAC et ils aimeraient évidemment avoir plus de financement. Nous avons beaucoup de gouvernements dans le monde pour qui ces déplacements sont un véritable investissement.

ALAN GREENBERG : Et vous nous avez dit qu'il y a un besoin de financer le secrétariat. Qu'est-ce qui finance secrétariat en ce moment ?

YRJO LANSIPURO : Plusieurs pays financent le secrétariat du GAC actuellement. Je crois que l'Union européenne des contributions.

ALAN GREENBERG : Ça ne vient pas de l'ICANN. Donc Hadia, vous avez la parole.

HADIA EL MINIAWI : Vous avez dit que le GAC ne veut pas un rôle opérationnel en ce qui concerne le RGPD. Mais il a été souligné néanmoins que, ce qui est requis de la part du GAC en ce qui concerne son code de conduite et d'accréditation est un petit peu différent. Donc, quelle est la position du GAC véritablement.

Et mon autre question sera sur le secrétariat du GAC. Est-ce que l'on pense qu'à l'avenir, l'utilisation de membres du personnel de l'ICANN est éventuelle ?

YRJO LANSIPURO : Eh bien, pour vous répondre, l'accréditation. Nous allons trouver dans le communiqué la formulation exacte. Ils ne veulent pas avoir un rôle opérationnel. C'est-à-dire qu'ils ne veulent pas faire partie d'un processus par lequel ces décisions sont prises et avoir la responsabilité de cela. Ils sont d'accord pour relayer les informations auprès de leurs gouvernements respectifs est probablement de participer à la rédaction d'un code de conduite. Mais comme je l'ai dit, il s'agissait d'un point important de controverse. Et donc c'est dans le communiqué que nous avons une réponse à cela.

Le rôle de l'ICANN dans ce secrétariat a été débattu depuis très longtemps, depuis que je suis liaison au GAC. Et donc il y a beaucoup de gouvernements qui ne veulent absolument pas que l'ICANN ait un rôle trop important dans la préparation de

ses documents. Donc, on a vraiment un modèle hybride. C'est très clairement l'ICANN, Rob Hoggarth, qui travaille de très près avec le GAC, qui est un membre du personnel de l'ICANN, qui prépare beaucoup les réunions du GAC. Mais il y a beaucoup de gouvernements qui veulent garder absolument une indépendance totale au niveau du secrétariat.

ALAN GREENBERG : Javier. Il n'a pas levé la main non ? Donc Abdeljalil, allez-y.

ABDELJALIL BACHAR BONG : Merci beaucoup. Abdeljalil pour le record. Juste une petite information. Hier, j'ai participé à une réunion informelle organisée par la francophonie et la vice-présidence du GAC. Donc, il y aura une réunion d'information qui aura lieu. Du renforcement de capacités pour les membres du GAC des pays francophones qui aura lieu lors de l'AIS africain, Internet Summit qui aura lieu à Dakar. Donc juste pour informer les nouveaux membres du GAC francophone concernant l'ICANN et l'écosystème d'ICANN [inaudible]. Ça, c'est un élément que je voulais dire. Merci.

TIJANI BEN JEMAA : Donc c'est du 5 au 6 mai de cette année à Dakar au Sénégal.

ALAN GREENBERG : Merci beaucoup de ce rapport était information. Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup Alan. Je suis un petit peu alarmé par le peu de participation de ses membres du GAC. Et je crois qu'on a plus de 100 membres du GAC si je ne me trompe pas – 170 ! Oui. Alors, est-ce qu'il y a encore pour la participation au GAC ? Ils écrivent des communiqués et n'ont pas de quorum ? Parce que s'il n'y a que 70 personnes sur 170, ça fait moins de la moitié. Ça ne représente pas un quorum.

Oui. Il y avait 70 pays, donc peut-être [inaudible] 70 personnes, mais quand même il y a au moins 140 pays qui sont au GAC. Donc, je ne sais pas. Je me pose la question. Oui. Je vous laisse poursuivre. C'était ma question, mon commentaire. Yrjo vous avez la parole donc.

YRJO LANSIPURO : 179 pays sont membres du GAC et certains pays ont plusieurs personnes qui viennent aux délégations. Mais 179 pays. Uniquement 59 sur 179 sont représentés ici à Porto Rico et nous aurons le nombre final dans le communiqué.

ALAN GREENBERG : Lorsqu'on dit pays, ces pays et territoires ou organes associations représentant par exemple l'Union européenne.

YRJO LANSIPURO : Oui. Des territoires. Par exemple, Taïwan. Taïwan est assis à côté de la Chine, de la République populaire de Chine. Donc c'est pour cela qu'il n'y a pas de noms avec les pays au GAC.

ALAN GREENBERG : C'est intéressant. Oui. D'autres questions pour notre liaison auprès du GAC ?

ALAN GREENBERG : Les personnes qui représentent des pays dans le GAC le font au nom de leurs pays. Les personnes peuvent changer à tout moment et nous personnellement nous les connaissons quand il se présente. Cela rend la formation et l'aide que l'on peut donner aux gens difficiles. Olivier des fois nous a dit qu'il se trouvait face à quelqu'un qui se demandait ce que c'était que la GNSO. C'est un problème difficile. On se demande comment les résoudre. Olivier, allez-y.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Oui. ALAC a développé une analyse des parties prenantes de très bonne qualité de façon à fournir des détails sur les membres des différentes organisations au GAC, à la ccNSO, à la gNSO et

boursiers aussi. Donc, les différentes parties de l'ICANN. Par le passé, nous avons eu des périodes où les membres, les structures At-Large dans nos pays respectifs, se présentaient à leur gouvernement, pas les membres du GAC, notamment lorsqu'il s'agissait des nouveaux gTLD et des candidatures pour les nouveaux gTLD. Donc, ils sont allés voir leur gouvernement et ils ont promu auprès de leurs représentants nos services.

Et en ce qui concerne le GAC, je demande s'il est ALS et ceux qui ont des contacts au sein de leur gouvernement ne peuvent pas voir ce qui se passe en ce domaine aussi encore aujourd'hui.

ALAN GREENBERG : Nous avons Sébastien, Hadia, nous sommes en retard. Attention. Je vais demander qu'on utilise le timer, le chronogramme, pour une minute. Sébastien allez-y.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Que les ALS rencontrent leur gouvernement, c'est une très bonne idée. Faisant attention de ne pas comparer des choses qui ne sont pas comparables. Le GAC essaye de faire avec chaque meeting une réunion ATLAS non financée complètement, alors que nous, nous n'avons qu'à réunir 20 à 30 personnes c'est très différent les objectifs que les uns et les autres peuvent avoir.

ALAN GREENBERG : Hadia vous avez la parole.

HADIA EL MINIAWI : Je voulais faire un commentaire rapide. Je pense que la formation de compétences pour le GAC est différente. Les représentants du GAC représentent leurs pays. Donc si on envoie une personne au GAC qui ne sait pas ce que c'est que la GNSO, il y a un problème au niveau du gouvernement de ce pays. Je pense que c'est important, mais peut-être que, ce qui compte le plus c'est le développement de capacités parce que finalement ce sont des personnes qui représentent leurs pays.

ALAN GREENBERG : En ce qui concerne ce que le GAC devrait faire, ça ne nous intéresse pas beaucoup puisque nous ne pouvons rien faire. Abdeljalil, allez-y.

ABDELJALIL BACHAR BONG : Abdeljalil pour le record. Juste une petite précision. Nous quatre, notre ALS travaille très bien avec les points focaux du GAC. D'ailleurs, nous accompagnons aussi. Il y a des changements. Par exemple, s'il y a des remaniements ministériels, on change directement les membres [inaudible]

vraiment difficiles. C'est qu'ils n'ont pas reçu de formation. Donc, ils cèdent leur place à de nouveaux membres. Donc en tant qu'ALS, on les accompagne aussi. Par exemple, il m'appelle de temps en temps [inaudible], tu connais l'écosystème, il faut nous accompagner. C'est quoi, donc. Nous sommes comme des conseillers. Donc, on a une bonne collaboration avec eux. Nous les accompagnons aussi. Merci.

ALAN GREENBERG : Merci beaucoup. C'est quelque chose qu'on aimerait voir aussi dans d'autres pays. Ce que vous venez de dire. Evin, est-ce que vous pouvez nous lire le rapport de Cheryl ?

EVIN ERDOGDU : Evin au micro, je vais lire au nom de Cheryl. Nous avons discuté au conseil de la GNSO. Nous avons parlé de SSR1, du facilitateur pour les membres de RT. Nous avons fait la planification d'ICANN62. Nous avons parlé du CSC, du comité permanent de la clientèle. Nous avons travaillé avec la ccNSO en petite équipe. La demande du conseil concernant les emojis et la consolidation de calendriers différents. Le communiqué du GAC, le PDP 3.0, la meilleure façon de mettre en place un PDP les aperçus des délais et que nous avons, les modifications à faire dans ces délais concernant les PDP pour qu'il n'y ait pas trop de travail en

même temps et le processus du conseil pour les avis du GAC.
Tout cela.

ALAN GREENBERG : Cheryl n'est pas là pour répondre, mais si vous avez des questions à lui poser, elle peut y répondre à distance ou par e-mail. Olivier ?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Alan. En tant que coprésident du CCWG sur la gouvernance de l'Internet, je dirais qui concerne la motion de la GNSO du CCWG sur la gouvernance de l'Internet, on m'a dit qu'il ne faut pas qu'il y ait une motion spécifique présentée pour cette réunion. Je ne sais pas si c'est le cas. En tout cas, Cheryl n'en parle pas dans son message.

Et en même temps, on m'a dit, le coprésident qui venait de la réunion de la GNSO m'a dit que c'était — qu'il allait quitter la GNSO. Je ne sais pas. Ou ce groupe de travail. Je ne sais pas si ce groupe va continuer à avoir un représentant de la GNSO dans son groupe. Je ne sais pas si Cheryl peut nous donner des précisions ?

ALAN GREENBERG : Olivier, d'après ce que j'ai compris, la charte préliminaire de la ccNSO, pardon, du nouveau groupe intercommunautaire sur la gouvernance de l'Internet, va être révisée par la GNSO pour que d'autres commentaires soient faits avant si les autres AC et SO ont d'autres commentaires. Alors qu'est-ce que vous en pensez ?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Hanane. Pour le moment, je n'ai rien reçu d'officiel là-dessus.

ALAN GREENBERG : Est-ce qu'on peut demander à notre personnel de prendre note pour que l'on pose la question à Cheryl pour qu'elles nous disent de quoi il s'agit quand on parle de cette charte préliminaire du CCWG et de participation.

Est-ce qu'il y a d'autres commentaires, d'autres questions concernant la GNSO ? Bien. Donc c'était le dernier rapport pour les liaisons. Nous allons passer au rapport des RALO.

Est-ce que quelqu'un veut nous parler des activités de son RALO ? Normalement, nous aurions dû passer 30 minutes sur le premier point de notre ordre du jour et nous avons consacré 54 minutes. Donc, il ne nous reste plus que 36 minutes et je vous demanderais d'être bref.

Nous n'allons pas utiliser le timer pour cela, mais je vous demanderais d'être bref. Est-ce un leader de RALO peut prendre la parole ? Satish allez-y.

SATISH BABU :

Merci Alan. Un petit rapport très bref d'APRALO. À Abu Dhabi, lors de la dernière réunion, nous avons eu plusieurs réunions de sensibilisation, une qui était soutenue par le GSE. Nous avons parlé du CROPP, APRICOT, et nous planifions deux réunions à Bangkok et au Vietnam qui sont des pays qui ne sont pas très présents au sein d'ICANN. Grâce au CROPP, nous avons pu avoir un candidat d'ISOC Indonésie qui était un pays qui n'était pas au sein d'APRALO. Nous avons lancé une newsletter avec une très bonne réponse. Nous avons un partenariat avec APNIC, .asia et qui continue. La prochaine réunion de l'IGF aura lieu dans la région de l'Asie du Pacifique et nous voudrions y assister. La situation du contrat n'est pas très claire, mais bon.

Une bonne nouvelle. Il y a 20 minutes, Lianna Galstyan a été nommé à l'IGF à nouveau.

ALAN GREENBERG :

Mais elle est toujours vice-présidente, c'est ça ? Est-ce qu'il y a des questions pour Satish ? Merci Satish pour votre présentation. Tijani, allez-y.

TIJANI BEN JEMAA : À ce propos, je voudrais annoncer que Wafa a été sélectionnée pour l'IGF de notre région.

ALAN GREENBERG : Je ne vois pas d'autres commentaires pour Satish. Pardon quelqu'un d'autre ? Sarah ? Est-ce que vous avez un commentaire ?

SARAH KIDEN : J'ai levé la main pour parler du rapport de mon RALO. C'est tout.

ALAN GREENBERG : Est-ce que quelqu'un d'AFRALO veut présenter le rapport de votre région ?

SARAH KIDEN : Alan. À partir de la réunion d'Abu Dhabi, nous avons eu plusieurs activités de participation. Nous avons utilisé le financement pour aller à la réunion d'AfriNIC. Nous avons aussi été représentés à l'IGF d'Afrique. Et puis dans toutes les activités, nous avons pris la parole lors de la cérémonie d'ouverture. Nous avons organisé des ateliers. Nous avons eu notre réunion du RALO hier puisque nous ne l'avions pas eu avant et nous avons discuté des thèmes brûlants. Nous avons parlé des indicateurs

de performance et de décertification. Je voudrais aussi vous annoncer que nous avons un premier membre individuel AFRALO qui est ici avec nous [inaudible]. Nous espérons que cela va augmenter ; dans la culture, on dit que la première personne peut te donner bonne chance ou pas ; donc espérons qu'il nous apporte — qui nous donnera de la chance.

ALAN GREENBERG : Parfait Sarah. Vous avez été très brève. Bravo.

TIJANI BEN JEMAA : Oui. Je voulais dire que pour les membres individuels, nous avons un problème et c'est que la plupart des candidats sont déjà des membres des ALS. Pour nous c'est un problème. On essaye de leur dire que puisqu'ils sont déjà membres, ils peuvent contribuer. Ils peuvent même être nommés par leur contact pour voter au nom de leur ALS. Mais bon, c'est pour ça que nous n'avons qu'un membre individuel. Mais nous avons eu plusieurs demandes et toutes ces personnes qui demandaient à devenir des membres individuels étaient membres d'ALS.

ALAN GREENBERG : Il y a eu des soucis dans le passé à propos des membres individuels qui étaient aussi membres d'ALS. C'est un conflit parce qu'il y a un doublon d'une certaine façon. Si un RALO veut

dire qu'il n'y a pas d'interdiction pour qu'un membre d'une ALS soit aussi un membre individuel dans la mesure où il ne participe pas au processus de prise de décision dans cet ALS, je pense que personne ne va se plaindre. Et donc, si c'est une manière, parce que si les gens sont plus à l'aise et s'ils se sentent – et s'ils deviennent plus actifs parce qu'ils sont des membres individuels plutôt que de venir et d'être des membres d'une organisation, c'est parfait. Dans la mesure où les gens sont actifs, c'est bien.

NARALO a une règle qui dit que si vous êtes un membre d'une ALS, même si vous ne savez pas que votre organisation est une ALS, même si vous ne savez pas que cet ALS existe, parce que nous avons eu plusieurs cas de ce type, vous pouviez quand même être un membre individuel. Je crois que l'important c'est le vote, qu'il n'y ait pas de double vote.

TIJANI BEN JEMAA :

Si je vais dans cette direction, cela permettra à ce que toutes les ALS – cela rendrait tous les contacts, les premiers contacts des ALS des membres individuels. Donc, on serait un petit peu – on fera un petit peu ce que ITEMS voulaient qu'on fasse finalement.

ALAN GREENBERG : Je m'en fiche. Si ça marche, ce n'est pas grave. Je pense que notre objectif c'est qu'il y ait davantage de gens qui participent. Finalement, les ALS ne participent pas aux politiques. C'est leurs membres qui participent. Donc s'il y a beaucoup de membres, c'est bon. Si on ne peut pas, il nous faut chercher d'autres manières de le faire. Je pense que, ce qui compte, c'est qu'il y ait des gens qui participent.

JUDITH HELLERSTEIN : À NARALO, nous avons une nouvelle procédure que nous venons d'adopter. Nous avons eu une discussion à propos et puis les gens pensaient que parce que ce dont on a discuté c'est qu'une ALS peut avoir plus de deux ou trois membres actifs. Et si ses membres veulent devenir actifs au sein de leur ALS, il pouvait être actif au sein de leur ALS. On préférerait que les membres individuels — que ses membres ne soient pas actifs comme membres individuels parce que s'ils ne savent pas que leur organisation est une ALS, comment est-ce qu'ils peuvent être actif en tant qu'individus ? Des fois, ils veulent être actifs en tant que membres individuels parce qu'ils ne savent même pas que leurs ALS existent.

ALAN GREENBERG : Ce n'est pas une discussion sur les membres individuels. Je fais un commentaire c'est tout. Je ne voulais pas lancer un débat là-

dessus. Je voulais juste dire que si un RALO a un problème, on peut essayer de voir comment on peut régler ce problème. Aujourd'hui, ce n'est pas un problème d'ALAC. Ça peut devenir un problème d'ALAC si on décide de généraliser certaines règles. Sébastien, allez-y.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je pense que c'est un thème très très intéressant, mais ce n'est pas le meilleur endroit ni le meilleur moment pour parler de tout cela.

ALAN GREENBERG : Tout à fait d'accord. Est-ce qu'il y a d'autres commentaires sur ce que Sarah a dit ? Est-ce que d'autres RALO voudraient faire leurs commentaires ? Olivier, allez-y.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup Alan. Depuis la dernière réunion, EURALO a sélectionné un nouveau conseil. Annette Mühlberg, Yrjö Lansipuro, Roberto Gaetano, Erich et Jean-Jacques Subrenat. C'est un mélange intéressant d'utilisateurs individuels qui viennent de structures At-Large.

Lors de l'IGF qui a eu lieu récemment à Genève, nous avons eu de nombreuses structures At-Large des individus qui étaient là,

qui avaient participé aux séances de réflexion. Il y a eu plusieurs propositions.

La première était de mettre en place un Webinaire sur la mise en œuvre pratique du RGPD. Des gens comme Thomas Rickert, Michele Neylon, Pierre Bonis et d'autres ont proposé cela. Ils ont participé à un Webinaire qui a eu lieu au mois de janvier ou février qui a eu lieu beaucoup de succès. Si nous voulions faire un suivi, une reprise de ce Webinaire après cette réunion.

Ensuite, la deuxième proposition était de travailler, de se focaliser un petit peu plus sur la question de l'évaluation des droits de l'homme proposée par l'équipe qui travaillait dans le CCWG et la deuxième donc partie du travail du CCWG sur les droits de l'homme.

Ensuite, on a proposé de mettre en place un Webinaire ou une étude liée au RDS, aux services d'enregistrement de registres et son système, puis de travailler avec l'équipe de révision sur la sécurité concernant les bases de données, etc. Donc on n'a pas encore analysé trop cela en profondeur. On attend l'aide du SSAC. C'est un plan vague et encore pour le moment. Mais j'espère que ce projet va se poursuivre. Je vous en reparlerai.

Ensuite, on a voulu répondre à la stratégie des réseaux sociaux. Nous avons une page Facebook. Nous voulons travailler un petit peu plus avec les Multimédia avec les réseaux sociaux. Voilà. Ça

a été les activités que nous avons eues dans le passé en tout cas. Le mois dernier.

Une dernière chose. Nous avons certifié une nouvelle structure At-Large, ISOC Norvège, dans notre région. Nous n'avons pas de nouvelles certifications. C'était bien pour nous. Nous avons quelques membres individuels qui ont résulté de la sensibilisation qui a été faite à Genève. Et parmi ses membres, certains vont travailler avec leur structure At-Large aussi. Donc, nous espérons que ce n'est que le début est qu'il y aura davantage d'ALS qui vont se joindre à notre RALO et des ALS qui participent activement.

Enfin, je voudrais remercier Wale Bakare, notre secrétaire qui n'est pas ici parce qu'il a des problèmes de santé. Donc, j'espère que s'il nous écoute sur le streaming, Wale, c'est pour vous. J'espère que vous irez bientôt mieux. Merci.

ALAN GREENBERG : Merci. Et Glenn allez-y. Merci Olivier. Glenn, vous avez la parole.

GLENN MCKNIGHT : Merci Alan. Ce qui est important, ici, c'est que Wale est allé aux urgences. Et avant d'appeler son docteur, il a appelé Olivier pour l'avertir. Vous voyez un petit peu comme c'est un bon membre.

ALAN GREENBERG : Donc pas d'autres commentaires de la part d'Olivier ? Est-ce qu'il y a d'autres représentants ou présidents qui voudraient prendre la parole ? Eduardo, allez-y.

EDUARDO DIAZ : Merci. Moi, ce que je voudrais dire, c'est que nous avons l'école nord-américaine de gouvernance de l'Internet qui s'est déroulé pendant trois jours avant notre venue ici à Porto Rico. Et nous avons eu 30 participants entre Porto Rico, les États-Unis et le Canada. 16 intervenants. Et mon voisin nous a beaucoup aidés. Également, l'ambassadeur David Gross nous a parlé de l'IGF ; Tim Unwin des Nations Unies nous a parlé de l'Internet caché et sombre. On a parlé également de sécurité, de liberté. On a parlé de propriété intellectuelle avec un juriste de Porto Rico. Et nous avons eu une excellente réunion. Nous avons eu des fellows, nous avons eu des NextGen également. Qui était très préparé donc pour se lancer dans la réunion de l'ICANN donc je pense que c'était une excellente chose d'avoir cette école de gouvernance de l'Internet. Et Glenn va nous dire qu'ils ont fait plus de participation également et je vais lui demander de nous expliquer cela.

GLENN MCKNIGHT :

Oui bonjour. Le programme CROPP donc vous le savez, ces deux derniers déplacements à Cleveland, inclusion numérique, RightsCon également. Nous avons fait beaucoup de sensibilisation avec ARIN. Nous avons eu des membres non affiliés d'ALS. Le groupe d'ARIN, c'est pour l'Amérique du Nord, le RIR d'Amérique du Nord. Et il y a eu un financement avec CROPP. Nous avons été également en mesure une nouvelle fois de maintenir notre relation jusqu'à la signature, donc, d'un protocole d'accord.

Judith et Susanna ont fait donc un résumé à la suite de la réunion de l'ICANN et informé la communauté donc à ce niveau. Et avant la réunion d'ICANN61, nous avons envoyé deux personnes à Ottawa, donc au Canada, les communautés Internet du Canada et grâce à Eduardo pendant trois ans. Et vraiment, je peux vous assurer que ce n'est pas facile à effectuer tout cela pendant trois ans; il a fait chaque mois la lettre d'information NARALO qui indiquait tout ce qui se passait à NARALO et beaucoup. Moi ça fait quatre mois seulement que je fais cette lettre d'information. C'est beaucoup de travail. Ce n'est pas facile d'obtenir toutes les informations, mais on essaie que ça devienne pratiquement un document pouvant gérer certaines politiques. Donc, nous avons un stand là-bas. Vous l'avez vu un petit peu au fond de la salle, au fond du hall,

deuxième étage ou troisième étage. Donc, nous avons fait de la sensibilisation pour notre célébration.

Donc onzième anniversaire. On est à Porto Rico. C'est un petit peu différent, et c'était politisé. Mais le onzième anniversaire, on avait signé notre protocole d'accord ici [inaudible] était présent. Beaucoup de personnes faisaient partie de cette cérémonie d'assignation. On voulait le faire sur place, à Porto Rico. Il y a une brochure. On en a parlé ; on a communiqué à ce niveau lors de la réunion de l'ICANN. On a de moins en moins d'outils avec CROPP qui n'existe pratiquement plus, mais j'espère qu'on aura des fonds discrétionnaires pour faire plusieurs activités au niveau local.

ALAN GREENBERG :

Donc, on est vraiment en retard. Est-ce qu'il y a d'autres inventions ? Donc LACRALO est en train de travailler en fait dans une autre salle en ce moment et le rapport sera fait par voie électronique. Geoffrey, je crois, nous dire quelques mots au sujet donc de ce programme des ambassadeurs des peuples autochtones.

GEOFFREY BLACKWELL :

Faire preuve nécessaire, je m'appelle Geoffrey Blackwell et je suis très heureux de servir en tant que mentor de deux

ambassadeurs tout à fait remarquables représentants des peuples autochtones.

Ces dames, ces femmes, sont remarquables. Ce sont des stars. Et j'aimerais prendre quelques instants pour vous parler de leur expérience et leur donner la parole. Le programme représente ce qu'il y a de mieux à l'ICANN d'exclusivité, d'inclusion, de sensibilisation, pour des personnes peu desservies.

Je travaille en tant que président de la première ALS indigène de cette entité. Donc, j'étais là pour la première génération de ce qui est devenu le programme d'ambassadeur global autochtone. Et nous verrons la deuxième génération bientôt. J'aimerais vous demander, s'il vous plaît, de garder le budget pour ce programme. Ce travail à un Conseil d'administration. Je sais que ce n'est pas facile lorsqu'on a un déclin des revenus et qu'on doit faire des choix difficiles. Mais les valeurs comptent. J'aimerais donc vous demander de prendre en compte vos valeurs et de voir à quel point il y a une valeur ajoutée par ce programme. Donc, ces médias publics seront là pour avoir des processus solides, pour s'assurer de l'efficacité, de l'intégrité de ce programme. Donc, je vous dirais [mado] ce qui veut dire Merci dans la langue de ma mère. Dans ma langue maternelle. Je donnerai la parole à Miss Healy.

CHYLOE HEALY :

Bonjour. J'aimerais remercier l'ICANN et la communauté At-Large de nos invités et de m'avoir choisi pour être votre ambassadeur représentant les populations indigènes. Je suis du sud de l'Alberta, les Indiens Blackfoot. Et les premières nations, les nations premières donc du Canada. Et j'ai rencontré Geoff. J'analyse les data, des données. Je suis spécialiste de cela. Et nous sommes si peu représentés dans les ensembles de données et les bases de données qu'on collecte des données sans nous et on interprète mal les données. On les interprète en notre nom. Donc, on a beaucoup de travail à faire pour la collecte de données, pour l'analyse des données, pour leur interprétation.

Donc, nous vivons au Canada, entourés de Canadiens. Donc, j'ai beaucoup appris en ce qui concerne le réseau Internet que gère l'ICANN, et le DNS, ce système DNS. J'ai beaucoup appris. Et les sujets brûlants que vous avez à gérer également parce qu'il y a des communautés, les communautés des nations premières au Canada survivent. Ils sont en mode de survie. Et ils ont du mal à se projeter dans l'avenir parce qu'ils ne font pas partie de la conversation et du débat parfois qui se joue au niveau mondial. Et pour eux, c'est très nouveau ces questions d'Internet. C'est important qu'ils soient représentés ici, dans ce type d'entité. Je vais donc parler de la mission de l'ICANN de retour chez moi, auprès de moi, autour de moi, pour qu'il y ait de meilleures relations entre les communautés autochtones et indigènes et

l'ICANN. Comment pouvons-nous vous aider? Comment pouvez-vous nous aider? Comment faire le plus de compréhension les uns entre les autres?

Merci beaucoup de votre attention et de me donner la possibilité de m'exprimer. J'apprécie beaucoup ce programme. Merci beaucoup.

LILIAN BRUGES :

Bonjour. Je m'appelle Lilian Bruges et je suis de Colombie. Et je fais partie donc de ce programme des peuples autochtones. Je suis de la région Guajira sur la côte de Colombie. Je suis de l'ethnie Wayuu la plus grande de Colombie, qui se trouve entre la Colombie et le Venezuela. C'est la grande nation Wayuu. Je travaille dans une firme de cyber sécurité. Je suis journaliste et je travaille et j'écris sur la cyber sécurité et la gouvernance de l'Internet.

Je suis membre du chapitre ISOC. Je suis membre d'un groupe s'occupant de politique à LACNINC. J'ai été boursière également pour l'école de gouvernance de l'Internet. J'ai été boursière en Colombie. J'ai été en mesure de me joindre à LACRALO pour représenter mon ALS en Colombie. Donc, je me suis jointe au programme parce que j'étais très intéressée par en savoir plus sur l'ICANN et voir comment donc je pouvais utiliser ces

connaissances pour améliorer la vie de ma communauté et également connaître une croissance professionnelle.

L'accès à l'Internet peut être un obstacle au progrès. Mais grâce à notre gouvernement, nous avons été en mesure de travailler avec acharnement depuis plus de 10 ans pour améliorer la qualité de vie de ma communauté Wayuu par le biais de l'éducation technologique qui sera ma priorité pour organiser des forums de gouvernance de l'Internet dans ma région. Car nous savons que les personnes ne sont pas assez conscientes des problématiques de la gouvernance de l'Internet.

Lorsque je via l'ICANN, je vois tant de défis, tant de questions qui se posent, qui doivent être résolues dans les RALO ou à LACRALO. Je prends avec moi une image absolument magnifique des personnes que j'ai rencontrées lors de cette réunion, le magnifique personnel de l'ICANN, les membres de l'ALAC qui m'ont si chaleureusement souhaité la bienvenue. Je vous remercie du fond du cœur.

Dans ma langue, cela veut dire, je vous aime beaucoup. Donc bienvenue au sein de mon cœur.

Mon prochain objectif est de devenir un mentor et, pourquoi pas, faire partie de cette communauté. Je vous remercie beaucoup de votre attention. Je serai très heureuse de vous voir en Colombie. Vous êtes les bienvenus.

GEOFFREY BLACKWELL : Je vous avais dit que ces femmes étaient de véritables vedettes et qu'elles étaient tout à fait remarquables.

ALAN GREENBERG : Donc, vous voulez rajouter quelque chose ?

LILIAN BRUGES : Oui. Un dernier point que j'aimerais soulever pour conclure. Je crois que tout ce que j'ai appris ici, et je sais à quel point l'ICANN travaille à la stabilité, à sécurité, la résilience de l'Internet, je sais que nous allons travailler à encore plus acharnement pour que dans ma communauté il y ait une prise de conscience de toutes ces problématiques et que nous obtenions des résultats auprès de notre gouvernement pour stopper les génocides. Nous sommes 300 000 et nous avons parfois été des victimes et nous souffrons beaucoup.

JUDITH HELLERSTEIN : Je suis très heureuse d'être présidente de ce programme mondial des ambassadeurs indigènes. Nous avons une excellente représentation. Donc, la commission est composée d'APRALO, de Maureen Hilyard, Glenn McKnight, moi-même Judith Hellerstein, Loris Taylor, Sarah Kiden et Dina Solveig –

excusez-moi, je prononce mal. Ainsi que Thomas. Je crois que — n'oublions pas Mme Ribeiro de LACRALO.

Donc, nous avons fait, je pense un excellent travail d'évaluation. Sarah Kiden a fait beaucoup en tant que volontaire. Elle a beaucoup travaillé à cela. Le programme a connu une croissance de 30 dossiers de candidature à près de 200 dossiers de candidature lorsque c'est devenu un programme mondial. Et Sarah a fait tout le travail pour avoir une courte liste de candidats donc. Et nous avons annoncé donc les personnes ayant été retenues. Donc merci à Sarah qui a travaillé pendant des fins de semaine entières, durant Abu Dhabi, pour préparer cette réunion de Porto Rico et sélectionner également des mentors.

Donc, nous avons un petit cadeau à lui remettre pour la remercier. Nous pouvons donc — nous allons très rapidement l'applaudir en effet et remettre ce cadeau à Sarah Kiden.

ALAN GREENBERG :

N'oublions pas que nous devons quitter la salle d'ici quatre minutes. Donc voilà. Merci beaucoup. Donc, on n'a pas le temps évidemment de poser des questions. On devait avoir une séance pour parler de l'ICANN61, de la réunion de l'ICANN61 et voir comment se sont passées les réunions et qu'est-ce qu'on doit faire pour préparer ICANN62. Je vous remercie beaucoup de

votre participation. Nous allons prendre en compte tous les commentaires pour planifier donc la prochaine réunion. Et nous demandons des informations par e-mail sur le site wiki également. Nous ferons de notre mieux. Les informations sont très importantes.

Je crois que cette réunion s'est passée beaucoup mieux me semble-t-il que d'autres réunions précédentes. Je crois qu'on a alloué plus de temps pour débattre et je crois qu'on n'a pas dû couper la parole à trop de personnes comme ça a été le cas auparavant. Mais nous avons eu le luxe dans cette réunion d'avoir 18 heures de travail plutôt que 13 heures d'habitude. Donc, je ne sais pas si on pourra continuer là-dessus sur cette lancée, mais je crois que les personnes qui ont géré tout ce travail doivent être appréciées, remerciées.

Je vais maintenant pratiquement officiellement lever la séance. J'aimerais remercier toutes les personnes qui ont participé à ce travail. J'aimerais remercier notre personnel de l'ICANN, d'At-Large, pour At-Large et l'ALAC. Donc, notre personnel entrant actuel et sortant. Et j'aimerais remercier l'équipe technique qui a vraiment très bien fait fonctionner tout l'équipement même sans Adobe Connect. Nous avons été en mesure de travailler et vous savez, ça fait très longtemps qu'on n'a pas utilisé donc Adobe Connect. Et maintenant tout a très bien fonctionné au niveau audio.

Et les derniers, mais non des moindres, j'aimerais remercier notre équipe d'interprétation qui fait un travail superbe. Donc, il faut parfois attendre de parler, mais sérieusement ça n'est pas facile parce que parfois on parle très vite. On a des accents très divers. On ne se présente jamais, pratiquement jamais. Et il doit faire cela pour nous. Donc, j'apprécie beaucoup qu'on puisse les applaudir à une nouvelle fois.

Ceci dit, je lève officiellement cette séance. Comme nous le dit Seun, nous n'allons pas recommencer. Cette fois, c'est vraiment fini pour notre réunion. On se retrouve en ligne et j'espère qu'on se retrouvera nombreux à Panama. Sébastien, est-ce que je vous ai oublié ? Je ne vous ai pas vu. Vous voulez prendre la parole ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : Oui. Je suis désolé, mais à partir de cette réunion. J'ai des questions qui se posent. Et je voulais poser des questions. Bon. Il ne reste plus de temps, mais j'aimerais poser simplement une question. Quand, où se déroule la réunion de l'ALT demain et j'espère qu'elle est ouverte cette réunion de l'équipe de leadership. J'espère que c'est une réunion ouverte et que je pourrais venir y participer demain matin.

ALAN GREENBERG : C'est normalement une réunion à huis clos dans une salle avec peu de place pour s'y retrouver. Je ne sais pas encore où elle va se réunir. Comme vous l'aviez dit plus tôt, nous allons en parler à l'ALAC et prendre une décision. C'est difficile de changer ce que nous avons prévu pour cette réunion.

GISELLA GRÜBER : Un petit rappel. À 19 h 15 au Sheraton, nous aurons le dîner de l'ALAC. J'espère que vous avez répondu à cela. Il n'y a pas de préfixe de menu. Vous choisissez et vous payez vos propres repas.

Le forum public commence à 13 h 30 dans la salle A et il y aura ensuite la réunion du Conseil d'administration et sur la terrasse, le cocktail. Donc à sept heures. Après le cocktail, aller aux métropoles, au restaurant Métropole où nous essaierons de dîner assez tout parce que nous avons eu une longue semaine de travail.

Merci beaucoup de votre attention et merci, Javier, nos hôtes, merci. Merci de nous avoir accueillis ici à Porto Rico. Ce fut une très très belle ambiance, une très très belle réunion si ensoleillée et si agréable.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]